

Canada a cherché à encourager les initiatives communes pour trouver des solutions pratiques.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il a pris part à la sixième CNUCED tenue à Belgrade en juin 1983. Même si cette conférence n'a pas donné des résultats spectaculaires, il reste que certains progrès ont été enregistrés, par exemple en ce qui concerne les produits de base et le traitement des pays les moins avancés. Le ton des débats a généralement été positif et la plupart des résolutions ont été adoptées par consensus.

Aux Nations Unies, le Canada a participé à la dernière série de consultations sur les principales négociations et au processus d'évaluation de la troisième décennie du développement. Durant la 38<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, le premier ministre Trudeau a pris part au mini-sommet organisé par le premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, en sa qualité de leader du Mouvement des pays non alignés. Le Canada désireait ainsi montrer qu'il était disposé à raviver le dialogue Nord-Sud sur un plan plus informel et réaliste.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a pris d'importantes initiatives en matière d'aide au développement. Ainsi, il s'est engagé à relever le niveau de son aide publique au développement de façon qu'elle atteigne d'ici à 1990 l'objectif de 0,7 p.100 du PNB fixé par les Nations Unies. Il a aussi annoncé l'établissement d'un nouveau Fonds pour l'aide et le commerce international. Sur le plan multilatéral, il a cherché à faire en sorte que des organisations comme la Banque mondiale disposent des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Le Canada a été déçu de ce que les grands donateurs ne se soient pas montrés disposés à affecter plus de 9 milliards de dollars à la reconstitution du fonds de l'Association internationale de développement. Enfin, le Canada a répondu à une situation d'urgence en Afrique en consentant une aide alimentaire de 91,5 millions de dollars et une aide humanitaire de l'ordre de 14 millions. Il a également prévu de hausser de 20 p.100 le volume de cette aide l'année prochaine.

## Le Commonwealth

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à New Delhi en novembre 1983 a fourni une occasion unique au premier ministre de faire part de son initiative de paix aux dirigeants de divers pays, surtout ceux du monde en voie de développement. Par suite de leur appui, la Déclaration de Goa sur la sécurité internationale a été diffusée en tant que déclaration distincte dans le Communiqué de New Delhi.

« Towards a New Bretton Woods » (vers un nouveau Bretton Woods), une étude du Commonwealth sur la situation économique dans le monde, dirigée par le professeur G. Helleiner de l'Université de Toronto et recommandant la réforme du système financier international, a également été examinée par les chefs de gouvernement; ceux-ci ont subséquemment mis sur pied un groupe consultatif du Commonwealth pour préparer un plan d'action et faire rapport aux ministres des finances du Commonwealth à leur conférence de Toronto en septembre 1984.

La tenue de réunions ministérielles du Commonwealth tout au cours de l'année, en complément d'autres rencontres sur des plans plus techniques, a prouvé qu'elles gardaient leur importance comme éléments unificateurs du Commonwealth

contemporain. Même si les discussions ont porté surtout sur le développement, tous les membres ont profité grandement des échanges d'expériences et d'information ainsi que des contacts personnels. Dans bon nombre de cas, ces réunions jouent un rôle essentiel dans la préparation de rencontres internationales de plus grande envergure au sein du système des Nations Unies, comme celles de l'OIT, de l'OMS et de la BIRD - FMI (Banque internationale pour la reconstruction et le développement - Fonds monétaire international).

Au nombre des principales réunions auxquelles le Canada a participé en 1983-1984 figurent les suivantes : ministres de la Santé à Genève en mai et à Ottawa en septembre; ministres de l'Emploi et du Travail à Genève en mai; ministres de la Justice à Hong Kong; ministres des Finances à Port-of-Spain et Toronto; ministres de l'Éducation à Nicosie. En septembre 1984, Ottawa accueillera la 13<sup>e</sup> réunion du Conseil scientifique du Commonwealth. En outre, des hauts fonctionnaires se rencontreront à la Barbade en décembre.

## La Francophonie

Parmi les principaux événements survenus en 1983, il y a lieu de mentionner la conférence ministérielle sur la recherche scientifique et l'éducation supérieure tenue en octobre à Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire sous les auspices de l'ACCT. Les participants ont adopté une déclaration sur le rôle que doivent jouer les sciences et la technologie dans la satisfaction des besoins essentiels, particulièrement en ce qui concerne l'alimentation, la santé et l'éducation, ainsi qu'un plan permettant d'administrer le programme de coopération scientifique et technique de l'ACCT au cours des prochaines années. Le Canada a pour sa part fait un certain nombre de propositions qui ont été retenues par les participants.

L'ACCT a tenu à Paris en décembre 1983 sa neuvième conférence générale au cours de laquelle elle a notamment décidé d'admettre l'Égypte en tant qu'État associé. L'Agence compte aujourd'hui 30 États membres, sept États associés et deux gouvernements participants (le Québec et le Nouveau-Brunswick.)

Deux autres conférences d'importance se sont tenues durant l'année : la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports à Port-Louis, dans l'île Maurice, et la Conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones à Kinshasa au Zaïre.

Comme par le passé, le Canada a fourni un appui considérable aux organisations non gouvernementales d'expression française.

Le Canada a également pris l'initiative d'établir un comité interministériel de la coopération linguistique internationale pour coordonner les démarches du gouvernement au chapitre des échanges et de la coopération avec la communauté francophone internationale. Le comité a contribué de façon notable à la formulation de la politique gouvernementale relativement à deux projets spécifiques : la participation du Canada aux symposiums de Montréal et de Bruxelles sur l'utilisation du français dans les sciences et la participation du Canada à Expo-langues à Paris.

## Environnement

Par suite d'une initiative antérieure du Canada, le conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) a approuvé par consensus une résolu-